



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -  
TPSGC**

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier**

**Place du Portage, Phase III**

**Core 0B2 / Noyau 0B2**

**Gatineau**

**Québec**

**K1A 0S5**

**Bid Fax: (819) 997-9776**

**SOLICITATION AMENDMENT**

**MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Informatics Professional Services Division / Division  
des services professionnels en informatique

Les Terrasses de la Chaudière

10, rue Wellington, 4ième

étage/Floor

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> IPS - Set-Aside under PSAB	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> T8086-172450/B	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 012
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> T8086-172450	<b>Date</b> 2019-04-30
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$ZM-626-34856	
<b>File No. - N° de dossier</b> 626zm.T8086-172450	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-05-15</b>	<b>Time Zone</b> Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Holden, Carole	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 626zm
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (613) 858-9217 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## MODIFICATION N° 012

La présente modification vise à modifier la demande de propositions (DP) et à répondre aux questions des soumissionnaires.

**NOTE AUX SOUMISSIONNAIRES** : Une version Word de la modification n° 008 de la demande de soumissions, et/ou de cette modification de la demande de soumissions est disponible; pour l'obtenir, envoyez une demande par courriel à l'adresse [carole.holden@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:carole.holden@tpsgc-pwgsc.gc.ca).

## MODIFICATIONS APPORTÉES À LA DP

### MODIFICATION N° 1 :

Les « niveaux » du CTO1 ont été enlevés. Voir la révision 1.1 qui suit.

Article 3 i) du CTO1 a été révisé pour remplacer « *fournissez le prénom et le nom de la ressource* » avec « *fournissez le prénom et le nom de chaque ressource* ». Voir la révision 1.1 qui suit.

### **MODIFICATION N° 1.1**

À la pièce jointe 4.1 – Critères techniques, Partie A : Critères techniques obligatoires – le soumissionnaire

**Supprimer** entièrement le CTO1

**Insérer:**

N° CTO	Critères techniques obligatoires	Réponse du soumissionnaire (référence aux documents justificatifs supplémentaires inclus dans la soumission)
CTO1	<p><b>Expérience du soumissionnaire</b></p> <p>En se fondant sur un ou plusieurs contrats cités en référence, le soumissionnaire doit démontrer qu'il a fourni des services professionnels en informatique au cours des sept années précédant la date de clôture de la demande de soumission, comme suit :</p> <p>1. Chaque contrat présenté doit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) Avoir été conclu avec un seul client;</li><li>b) Avoir une valeur initiale minimale de 2 000 000 \$ (CAD) à l'exclusion des taxes applicables, à l'exclusion des modifications;</li><li>c) Avoir une durée initiale d'au moins un an, à l'exclusion des modifications;</li><li>d) Avoir été exécuté au cours des sept dernières années, à compter de la date de clôture de la demande de soumissions, ou être encore en cours;</li></ul>	

N° CTO	Critères techniques obligatoires	Réponse du soumissionnaire (référence aux documents justificatifs supplémentaires inclus dans la soumission)
	<p>e) Avoir fourni des services identiques ou similaires à ceux d'un programmeur/ analyste, la ressource ayant cumulé au moins 120 jours facturables sur une période d'un an. Le soumissionnaire doit démontrer que les catégories de ressources sont similaires en faisant correspondre au moins 50 % des tâches de l'EDT pour ce besoin aux tâches de la catégorie de ressources figurant dans le contrat de référence. Dans le cas où 50 % des tâches donnent lieu à une décimale (par exemple 4,8 tâches), le nombre de tâches doit être arrondi à la baisse (donc 4 tâches seraient acceptées comme équivalentes). Pour les catégories de ressources identiques, le Canada considérera automatiquement que les catégories de ressources citées en référence et obtenues au moyen du mécanisme de passation de marchés des SPICT correspondent à 50 % aux tâches de l'EDT pour ce besoin; et</p> <p>f) Avoir fourni des services identiques ou similaires à ceux d'un testeur, la ressource ayant cumulé au moins 120 jours facturables sur une période d'un an. Le soumissionnaire doit démontrer que les catégories de ressources sont similaires en faisant correspondre au moins 50 % des tâches de l'EDT pour ce besoin aux tâches de la catégorie de ressources figurant dans le contrat de référence. Dans le cas où 50 % des tâches donnent lieu à une décimale (par exemple 4,8 tâches), le nombre de tâches doit être arrondi à la baisse (donc 4 tâches seraient acceptées comme équivalentes). Pour les catégories de ressources identiques, le Canada considérera automatiquement que les catégories de ressources citées en référence et obtenues au moyen du mécanisme de passation de marchés des SPICT correspondent à 50 % aux tâches de l'EDT pour ce besoin.</p> <p>Le soumissionnaire peut présenter des contrats différents pour démontrer que les services d'un programmeur/ analyste et d'un testeur ont été fournis, du moment qu'il démontre qu'il dispose de chacune de ces catégories de ressources en citant un contrat qui respecte toutes les exigences du CTO1.</p> <p>2. Les contrats cités en référence doivent présenter un total cumulatif d'au moins 2 000 jours facturables couvrant une période ne dépassant pas trois ans pour les catégories de ressources comprenant des programmeurs/ analystes et des testeurs.</p> <p>3. Le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants pour chaque contrat cité :</p> <p>a) Le nom de l'organisme client;</p> <p>b) Le nom du projet pour lequel les services ont été offerts (le cas échéant);</p>	

N° CTO	Critères techniques obligatoires	Réponse du soumissionnaire (référence aux documents justificatifs supplémentaires inclus dans la soumission)
	<p>c) Le nom complet du client; d) Le titre, l'adresse courriel et le numéro de téléphone du client; e) Le numéro du contrat ou le numéro de référence; f) Les dates de début et de fin de la période initiale du contrat, à l'exclusion des modifications; g) La valeur initiale minimum totale (à l'exclusion des taxes applicables) de la période initiale du contrat, à l'exclusion des modifications; h) Les catégories des ressources fournies en vertu du contrat et une brève description de leurs tâches; i) Le prénom et le nom de la ressource associée à la catégorie de ressources indiquée à l'annexe A de cette demande de soumissions (pour les catégories à l'extérieur de l'énoncé de travail, fournissez le prénom et le nom de chaque ressource); j) Le nombre total de jours facturés par ressource en vertu du contrat; et k) Pour les catégories similaires, la mise en correspondance des tâches de l'EDT du présent besoin avec les tâches de la catégorie de ressources figurant dans le contrat de référence.</p> <p>Ces renseignements doivent être soumis avec la soumission au moyen du formulaire M1. Si certains renseignements ne sont pas fournis, l'autorité contractante indiquera au soumissionnaire la date à laquelle ils doivent être fournis. Si les renseignements indiqués ci-dessus ne sont pas fournis à la date mentionnée, la soumission sera rejetée.</p> <p><b>Note au soumissionnaire :</b> Le contrat cité en référence doit avoir été obtenu par le soumissionnaire après la présentation d'une soumission. « Soumissionnaire » s'entend de la personne ou de l'entité (ou, dans le cas d'une coentreprise, des personnes ou des entités) présentant une soumission pour exécuter soit un contrat de biens, soit un contrat de services, ou les deux. Cela exclut une société mère, une filiale ou une société affiliée du soumissionnaire, ou ses sous-traitants.</p>	

## **MODIFICATION N° 2**

À la pièce jointe 4.1 – Critères techniques, la partie B : Critères techniques cotés par points – le soumissionnaire, l'article CTC1 3. g) :

### **Supprimer**

- g) La description des services fournis, y compris les échéanciers des ressources pour démontrer qu'ils ont exécuté les tâches en question.

### **Insérer:**

- g.) La description des services fournis (2 à 3 phrases), y compris le prénom et le nom de chaque ressource, et les échéanciers des ressources pour démontrer qu'ils ont exécuté les tâches en question.

### **MODIFICATION N° 3**

#### **Au formulaire R1 :**

##### **Supprimer**

- g.) La description des services fournis, y compris les échéanciers des ressources pour démontrer qu'ils ont exécuté les tâches en question.

##### **Insérer:**

- g.) La description des services fournis (2 à 3 phrases), y compris le prénom et le nom de chaque ressource, et les échéanciers des ressources pour démontrer qu'ils ont exécuté les tâches en question.

### **MODIFICATION N° 4**

#### **Au formulaire M1 :**

##### **Supprimer** entièrement le formulaire M1

##### **Insérer:**

<b>FORMULAIRE M1 EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE</b>	
Afin de vous conformer au critère technique obligatoire CTO1, veuillez fournir les renseignements suivants à propos de chaque contrat mentionné :	
a)	Le nom de l'organisme client;
b)	Le nom du projet pour lequel les services ont été offerts (le cas échéant);
c)	Le nom complet du client;
d)	Le titre, l'adresse courriel et le numéro de téléphone du client;
e)	Le numéro du contrat ou le numéro de référence;
f)	Les dates de début et de fin de la période initiale du contrat, à l'exclusion des modifications;
g)	La valeur initiale minimum totale (à l'exclusion des taxes applicables) de la période initiale du contrat, à l'exclusion des modifications;
h)	Les catégories des ressources fournies en vertu du contrat et une brève description des tâches;
i)	Le prénom et le nom de la ressource associée à la catégorie de ressources indiquée à l'annexe A de cette demande de soumissions. Pour les catégories à l'extérieur de l'EDT, fournissez le prénom et le nom de chaque ressource;
j)	Le nombre total de jours facturés par ressource en vertu du contrat; et
k)	Pour les catégories similaires, la mise en correspondance des tâches de l'EDT du présent besoin avec les tâches de la catégorie de ressources figurant dans le contrat de référence. Pour les catégories identiques et pour les catégories à l'extérieur de l'EDT, laissez k) vide.

### **MODIFICATION N° 5**

#### **Au formulaire M2 :**

**Supprimer** entièrement le formulaire M2

**Insérer:**

<b>FORMULAIRE M2</b>
<b>GESTIONNAIRE DES RELATIONS AVEC LES CLIENTS</b>
<p>Afin de vous conformer au critère technique obligatoire CTO2, veuillez fournir les renseignements suivants à propos de chaque contrat mentionné :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) Le nom de l'organisme client;</li><li>b) Le nom du projet pour lequel les services ont été offerts (le cas échéant);</li><li>c) Le nom complet du client;</li><li>d) Le titre, l'adresse courriel et le numéro de téléphone du client;</li><li>e) Le numéro du contrat ou le numéro de référence;</li><li>f) Les dates de début et de fin de la période initiale du contrat, à l'exclusion des modifications;</li><li>g) La valeur initiale minimum totale (à l'exclusion des taxes applicables) de la période initiale du contrat, à l'exclusion des modifications;</li><li>h) Les catégories de ressources fournis en vertu du contrat et une brève description de leurs tâches;</li><li>i) Le prénom et le nom de la ressource associée à la catégorie de ressource. Pour les catégories à l'extérieur de l'EDT, fournissez le prénom et le nom de chaque ressource;</li><li>j) Le nombre total de jours facturés par ressource en vertu du contrat; et</li><li>k) Pour les catégories similaires, la mise en correspondance des tâches de l'EDT du présent besoin avec les tâches de la catégorie de ressources figurant dans le contrat de référence. Pour les catégories identiques et pour les catégories à l'extérieur de l'EDT, laissez k) vide.</li></ul>

### **MODIFICATION N° 6**

#### **À la modification n° 011 de la demande de soumissions :**

**Supprimer** entièrement la question et la réponse n° 42

**Insérer:**

Question n° 42

Objet: CTO1

Nous demandons à l'État de retirer l'exigence de faire correspondre les niveaux de catégorie de ressources. Exécuter l'équivalent des tâches de la catégorie de ressources devrait être suffisant pour garantir à l'État que l'expérience est pertinente, sans la contrainte du nombre d'années / niveau.

Réponse n° 42 (révisé) :

Les 'niveaux' du CTO1 ont été enlevés. Voir la révision n° 1 de la modification n° 012 de la demande de soumissions.

### **MODIFICATION N° 7**

À la pièce jointe 4.1 – Critères techniques, la partie A : Critères techniques obligatoires – le soumissionnaire, l'article 2.h) du CTO2 :

#### **Supprimer :**

h) Les catégories de ressources et les niveaux fournis en vertu du contrat et une brève description de leurs tâches;

#### **Insérer:**

h) Les catégories de ressources fournis en vertu du contrat et une brève description de leurs tâches;

## **QUESTIONS ET RÉPONSES**

### **Question n° 56:**

Étant donné que la majorité de nos projets sont de nature confidentielle, et que, par conséquent, leur divulgation dépend du besoin de savoir, nos clients ne veulent pas fournir de références au sujet des projets. Serait-il possible d'utiliser l'autorité contractante comme référence qui pourra confirmer les catégories de ressources de l'EDT et l'information financière du projet, puisque les détails du projet ne seront pas dévoilés?

**Réponse n° 56:** Le Canada a besoin d'une confirmation des clients concernant tous les travaux exécutés. Les renseignements seront traités comme Protégé B et toutes les procédures de protection adéquates seront mises en place pour assurer la confidentialité de l'information.

### **Question n° 57:**

Référence : Critères techniques cotés (CTC) 1 et 2. c), « Les services rendus par 50 % des ressources indiquées au point 1 ci-dessous doivent inclure : i) pour les programmeurs-analystes, les tâches « identiques ou similaires » sont les tâches a, b, c et g énumérées à l'annexe A de cette demande de soumissions, et ii) pour les testeurs, les tâches « identiques ou similaires » sont les tâches b, d, h et i énumérées à l'annexe A de cette demande de soumissions ».

L'État peut-il clarifier ce qui est exigé aux CTC1 et 2.c)?

### **Réponse n° 57**

Pour 50 % des ressources identifiées pour répondre à CTC1, paragraphe 1, le soumissionnaire doit clairement indiquer la manière dont elles ont exécuté des tâches qui respectent celles de l'EDT du présent besoin indiqué dans l'alinéa 2.c) du critère CTC1. Pour les services identiques ou similaires, le soumissionnaire est responsable de clairement indiquer la manière dont les tâches du contrat cité en référence respectent les tâches énumérées dans l'alinéa 2.c).

### **Question n° 58:**

**CTC5 – Expérience du soumissionnaire des nouvelles technologies** : ce critère se lit ainsi : « En se fondant sur un ou plusieurs contrats cités en référence qui ont été exécutés au cours des sept dernières années (à compter de la date de clôture de la demande de soumissions) ou sont toujours en cours, le soumissionnaire doit démontrer qu'il a déjà fourni des services portant sur les nouvelles technologies suivantes : a) *technologies infonuagiques*; b) *services relatifs à l'expérience utilisateur*; et c) *développement de logiciels Agile*.

*'ET '... b) [Chaque contrat présenté doit] avoir une valeur initiale minimale de 1 000 000 \$ à l'exclusion des taxes applicables, à l'exclusion des modifications [...], d'où un octroi supplémentaire de 5 points, pour un maximum possible de 10 points, pour chaque nouvelle technologie.*

Pour décrocher le maximum de points pour ce critère coté, le soumissionnaire doit démontrer, pour chaque nouvelle technologie, [la réalisation de] deux contrats évalués à 1 000 000 \$ CA (à l'exclusion des taxes applicables, à l'exclusion des modifications) sur une période contractuelle minimum d'un an (à l'exclusion des modifications), [ces contrats devant] avoir été réalisés dans les sept dernières années ou avoir débuté dans les sept dernières années et être toujours en cours. »

Il nous apparaît, avec tout le respect que nous vous devons, que l'exigence de faire la démonstration de l'expérience de ces nouvelles technologies en invoquant des contrats menés à bien dans les sept dernières années ou lancés dans les sept dernières années et toujours en cours est impossible à satisfaire. La démonstration des critères dans les domaines des nouvelles technologies n'était pas exigée dans les contrats antérieurs à l'année dernière, ce qui fait qu'il est très difficile pour un soumissionnaire d'avoir réalisé des contrats multiples d'une valeur initiale minimale de 1 M \$. L'État envisagerait-il : 1) de réduire à 500 000 \$ (à l'exclusion des taxes applicables; à l'exclusion des modifications) la valeur contractuelle des deux contrats cités en référence pour chaque nouveau domaine de technologie; ou 2) de réduire le nombre de références pour chaque nouvelle technologie à un seul (unique) contrat évalué à 1 000 000 \$ (à l'exclusion des taxes applicables; à l'exclusion des modifications)? Veuillez nous faire connaître votre réponse.

**Réponse n° 58 :**

L'État a bien étudié votre demande. Toutefois, l'exigence demeure inchangée. Ces technologies sont couramment utilisées dans les organisations publiques et privées, et elles sont la norme pour la plupart, sinon l'ensemble, des besoins en matière de technologies des dernières années.

**Question n° 59 :**

L'État pourrait-il préciser si les contrats cités en référence pour le critère technique coté CTC5, Expérience du soumissionnaire avec les nouvelles technologies, doivent être les mêmes que ceux utilisés en exemple pour les critères obligatoires ou s'il peut s'agir de n'importe quel contrat du soumissionnaire?

**Réponse n° 59 :** Il peut s'agir de n'importe quel contrat du soumissionnaire.

**Question n° 60 :**

Objet : Critère technique obligatoire CTO1

Dans le cadre de cette exigence, le soumissionnaire doit démontrer qu'il a fourni le service pertinent dans les sept dernières années. Cependant, serait-il possible de préciser si Transports Canada s'attend à ce que le soumissionnaire démontre UNE CERTAINE EXPÉRIENCE au cours de ces sept années ou SEPT ANNÉES D'EXPÉRIENCE? Comme un ou plusieurs contrats doivent être cités en référence pour cette exigence, nous supposons qu'il s'agit de la deuxième option (autrement, il ne serait pas nécessaire de citer plus d'un contrat). S'agit-il de la bonne interprétation ou est-ce qu'un seul contrat répondant aux critères suffit?

**Réponse n° 60 :**

Ce n'est pas la bonne interprétation. Voir le CTO1 qui dit « En se fondant sur un ou plusieurs contrats cités en référence, le soumissionnaire doit démontrer qu'il a fourni des services professionnels en informatique **au cours** des sept années précédant la date de clôture de la demande de soumissions, comme suit: »



**Question n° 61:**

Objet : CTC1

Serait-ce possible de préciser s'il faut fournir le nom des ressources pour les contrats cités en exemple au critère technique coté CTC1? Le nom de ressources n'est pas expressément demandé, mais, au sous-critère g), on demande de fournir les échéanciers des ressources.

**Réponse n° 61**

Confirmé. Il faut fournir le nom de chaque ressource. Voir les révisions n° 2 et n° 3 de cette modification de la demande de soumissions.

**Question n° 62:**

En ce qui a trait aux CTC2, CTC3 et CTC4, l'État accepterait-il aussi un énoncé écrit d'une autorité contractante pour les cinq points additionnels?

Par exemple : « Si le soumissionnaire fournit un énoncé écrit de l'autorité de projet, technique ou contractante... ».

**Réponse n° 62**

Le Canada n'acceptera pas un énoncé écrit d'une autorité contractante pour les cinq points additionnels.

**Question n° 63:**

Une partie de notre expérience pertinente l'a été avec des sociétés d'État et des clients du secteur privé. Normalement, ces organismes non fédéraux produisent une entente-cadre de services (ECS) n'ayant aucune valeur initiale. Des commandes subséquentes sont ensuite émises et attribuées dans le cadre de cette ECS et s'accompagnent de leur propre valeur lors de leur attribution. L'État accepterait-il que la somme des commandes subséquentes attribuées pour la période initiale du contrat (ECS) constitue l'équivalent de la valeur initiale d'un contrat du gouvernement fédéral? Cela ne s'appliquerait que si aucune « valeur initiale du contrat » n'a été fournie.

**Réponse n° 63**

Le Canada acceptera la valeur de la première commande subséquente émise contre l'ECS. Cette demande subséquente sera traitée de la même façon qu'un contrat cité en référence; et doit respecter les critères d'évaluation de la pièce jointe 4.1.

**Question n° 64:**

Des points seront attribués par rapport aux critères CTC2, CTC3 et CTC4 si le soumissionnaire inclut une déclaration écrite de chaque organisation cliente attestant de la mise en œuvre du plan proposé pour un contrat précis. Les personnes qui travaillent à titre de responsable de projet ou de responsable technique sont parfois remplacées et leur successeur n'est pas toujours en mesure de fournir une telle attestation. L'État acceptera-t-il également une déclaration écrite de l'autorité contractante du client pour satisfaire à ces exigences?

**Réponse n° 64:** Voir la réponse n° 62 de cette modification de la demande de soumissions

**Question n° 65:**

Dans la modification 008, l'alinéa 1.e) du critère CTO1 et l'alinéa 1.c) du critère CTO2 sont modifiés comme suit : « *Pour les catégories de ressources identiques, le Canada considérera automatiquement que les catégories de ressources citées en référence et obtenues au moyen du mécanisme de passation de marchés des SPICT correspondent à 50 % aux tâches de l'EDT pour ce besoin* ».

Dans sa soumission, le soumissionnaire doit remplir le formulaire 1 pour le CTO1, et le formulaire 2 pour le CTO2. L'alinéa h des critères COT1 et CTO2 ainsi que dans les formulaires 1 et 2 exige que le soumissionnaire précise « *les catégories et les niveaux des ressources fournies en vertu du contrat et une brève description des tâches* ».

Si un soumissionnaire utilise des contrats des SPICT pour répondre aux critères CTO1 et CTO2, est-il tenu de fournir une brève description des tâches, étant donné que le Canada considère automatiquement que les catégories de ressources des SPICT correspondent à 50 % aux tâches de l'énoncé des travaux?

**Réponse n° 65:**

Bien que le Canada considérera automatiquement que les catégories de ressources citées en référence et obtenues au moyen du mécanisme de passation de marchés des SPICT correspondent à 50 % aux tâches de l'EDT pour ce besoin, les soumissionnaires doivent tout de même fournir la brève description des tâches exigée à l'alinéa 3.h) du critère CTO1 et à l'alinéa 2.h) du critère CTO2.

**Question n° 66:**

Les instructions pour la préparation des soumissions, à la page 11, indiquent qu'il faut fournir la section IV : Renseignements supplémentaires. Est-ce que le Canada peut préciser quelle information doit être incluse dans les documents fournis dans la section Renseignements supplémentaires?

**Réponse n° 66 :**

Il n'y a aucun renseignement spécifique à inclure dans la section « *Renseignements supplémentaires (s'il y a lieu)* ».

**Question n° 67:**

En ce qui a trait à CTC5, le soumissionnaire doit démontrer son expérience avec les technologies énumérées, en citant en référence un contrat ayant une valeur initiale d'au moins 1 M\$, modifications exclues. La valeur initiale des contrats gouvernementaux attribués, tout particulièrement ceux du palier 2, correspond rarement à sa valeur totale. Nous constatons que les dépenses sont généralement augmentées par incréments dans le cadre de modifications subséquentes. Par exemple, nous détenons actuellement un contrat de palier 2 dont la valeur initiale lors de son attribution était de 400 000 \$, mais qui est maintenant évalué à plus de 1 000 000 \$ après les modifications subséquentes. Puisqu'il s'agit bien d'un contrat de palier 2, nous pouvons nous attendre à ce que sa valeur totale, pour l'ensemble de sa durée, sera de plus de 2 000 000 \$. Dans ce cas, la valeur initiale du contrat ne reflète pas la taille du projet ou la capacité de notre entreprise. L'État envisagerait-il de permettre aux soumissionnaires de démontrer leur expérience dans le cadre de contrats d'une valeur de 1 000 000 \$ ou plus, modifications incluses, excluant les taxes applicables, afin d'être conformes à ce critère (CTC5), pourvu que toutes les autres exigences aient été respectées?

Afin de vous donner plus de précision, la valeur du projet que nous souhaitons citer en référence devrait atteindre 50 000 000 \$ pour l'ensemble des 7 ans de la durée du contrat de palier 2.

**Réponse n° 67:** Votre demande a été prise en compte, mais l'exigence demeure inchangée.

### Question n° 68

Objet : CTO1

La réponse de l'État à la question n° 45 portait à confusion quant à la démonstration par les soumissionnaires qu'ils répondent au CTO1. Dans cette question, le soumissionnaire demandait des précisions à l'État pour établir si le recours à des ressources appartenant à des catégories identiques à celles des SPICT, sans égard au niveau, serait accepté.

Cette réponse est d'intérêt pour l'industrie, car les soumissionnaires pourraient choisir de démontrer qu'ils répondent au critère avec des contrats ne portant pas sur les SPICT (p. ex. avec le secteur privé) dans lesquels les catégories de ressources ne sont pas échelonnées comme pour les SPICT. Dans de tels cas, la DP énonce ce qui suit : « Le soumissionnaire doit démontrer que les catégories de ressources sont semblables par la mise en correspondance d'au moins 50 % des tâches de l'EDT pour l'exigence aux tâches de la catégorie de ressources identifiées dans le contrat de référence. » L'État pourrait donc se trouver dans une situation où un soumissionnaire pourrait démontrer répondre au critère d'une ressource junior en AQ au niveau 3 par la correspondance des tâches réalisées, ALORS QUE la ressource d'un autre soumissionnaire, un testeur du niveau 2 de la catégorie des SPICT et exécutant des tâches identiques à celles de l'EDT, serait refusée.

A) L'État peut-il confirmer qu'une ressource proposée au titre d'une catégorie de ressources identique à celle des SPICT, sans égard au niveau, serait acceptée pour démontrer le respect du CTO1, dans la mesure où plus de 50 % des tâches énoncées dans l'EDT de la DP ont été exécutées?

B) Si l'État n'accepterait pas une ressource au niveau 2 des SPICT lorsque le CTO1 exige le niveau 3, peut-il confirmer comment les soumissionnaires doivent démontrer qu'ils répondent au niveau établi pour le critère?

### Réponse n° 68

Les niveaux du CTO1 ont été enlevés. Voir la Révision n° 1 de cette modification de la demande de soumissions.

### Question n° 69

Pour le CTC1, l'État a indiqué que les soumissionnaires devaient remplir le formulaire R1 pour démontrer leur expérience de la fourniture simultanée de ressources selon ce qui est indiqué pour la réponse du CTC1. Aux points A à F du formulaire R1, les soumissionnaires doivent indiquer comment ils peuvent démontrer leur expérience des déploiements simultanés. Or, le point G demande aux soumissionnaires de donner la « description des services fournis, y compris les échéanciers spécifiques pour chaque ressource, afin de démontrer l'équivalence aux tâches identifiées ». Nous demandons respectueusement que soit supprimé le point G du formulaire R1. Il fallait démontrer le recours à quatre programmeurs/analystes et deux testeurs, y compris la ventilation des services et des échéanciers par trimestre, cette exigence représente un effort trop conséquent qui ne permet pas à l'État d'établir la capacité du soumissionnaire à déployer des ressources. Cette demande équivaut davantage à démontrer les aptitudes des ressources, ce qui ne répond pas à l'objectif visé à l'étape actuelle du processus d'approvisionnement.

### Réponse n° 69

L'article 3.g) du CTC1 et l'article 3. g) du formulaire R1 ne sont pas enlevés. Cependant, ils ont été révisés afin d'indiquer que 2 à 3 phrases seront acceptées comme description. Voir les révisions n° 2 et n° 3 de cette modification de la demande de soumissions.

### Question n° 70

Référence : CTC1, et Q et R n° 36 de la modification n° 011.

*La question n° 36 était la suivante : « Pour le CTC1, l'État autorisera-t-il les soumissionnaires à démontrer des catégories semblables par la correspondance avec au moins 50 % des tâches de l'EDT? »*

*La réponse n° 36 énonce ce qui suit : « Votre demande a été prise en considération mais l'exigence demeure inchangée. »*

- (a) Nous utilisons des contrats qui ne sont pas liés aux SPICT et stipulant différentes désignations de catégories pour les besoins en ressources pour le CTC1. Veuillez confirmer que pour répondre aux points 2. b) ou 2. c), nous devons uniquement démontrer que les services fournis par nos ressources sont identiques ou semblables aux quatre tâches identifiées sous 2. b) et 2. c).
- (b) Nous utilisons des contrats qui ne sont pas liés aux SPICT et stipulant différentes désignations de catégories pour les besoins en ressources pour le CTC1. Veuillez confirmer que pour répondre aux points 2. b) ou 2. c), nous devons uniquement démontrer que les services fournis par nos ressources sont identiques ou semblables aux quatre tâches identifiées sous 2. b) et 2. c). Par exemple, nos analystes de systèmes et nos développeurs Web fournissent des services identiques ou semblables aux quatre tâches exigées pour les points 2. b) ou pour 2. c). Nous ne comprenons pas pourquoi cette expérience ne répond pas aux exigences énoncées dans 2. b) ou dans 2. c).

#### Réponse n° 70 (a) et 70 (b) :

Confirmé. Voir la réponse n° 57 de cette modification de la demande de soumissions.

### Question n° 71

Référence : CTO1 et CTC1, et la Q et R n° 45 de la modification n° 011

*La question n° 45 est la suivante : « Puisque les tâches énoncées dans l'EDT pour les catégories de ressources peuvent être et ont été réalisées par des ressources aux niveaux 2 et 3, l'État autoriserait-il les soumissionnaires à recourir à des ressources au niveau 2 ou 3 pour le CTO1 et le CTC1, dans la mesure où les soumissionnaires démontrent le nombre requis de tâches? »*

*La réponse 45 énonce ce qui suit : « Votre demande a été prise en compte, mais l'exigence demeure inchangée. »*

Le CTO1 indique clairement la catégorie et le niveau des ressources nécessaires pour répondre à l'exigence de le CTO1. Le CTC1 indique clairement la catégorie de ressources nécessaire pour répondre à l'exigence du CTC1 sans toutefois mentionner le niveau de la ressource. L'auteur de la question n° 36 a, par inadvertance ou à dessein, inclus le CTC1 dans sa question sur le « niveau ». Veuillez confirmer que, dans sa formulation initiale, le CTC1 exige la ou les catégorie(s) identifiée(s), à n'importe quel niveau? Nous estimons que l'ajout d'une exigence sur le niveau à la présente étape du processus de demande de soumissions correspondrait à ajouter une nouvelle exigence que l'État n'avait pas préalablement identifiée comme pertinente.

#### Réponse n° 71

CTO1 a été modifié pour enlever les « niveaux ». Voir la Révision n° 1 de cette modification de la demande de soumissions. Il n'y a pas de « niveaux » associé à CTC1.

### Question n° 72:

Référence : FORMULAIRE M1 – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE (i)

Conformément à la modification 008, la puce i) mentionne ceci : « Le prénom et le nom de la ressource associée à la catégorie de ressources indiquée à l'Annexe A de cette demande de soumissions (pour les catégories à l'extérieur de l'EDT, veuillez fournir le prénom et le nom de la ressource); » :

Pouvez-vous confirmer notre compréhension de ce qui est exigé en i) :

- 1) Aucune concordance de catégories semblables ne se produit en i), cela doit être fait en k) [la puce k) est ajoutée à la modification 008]?
- 2) Les renseignements suivants doivent être fournis pour les ressources qui sont de catégories identiques ou semblables à l'EDT :
  - le prénom et le nom;
  - la catégorie indiquée dans le contrat cité en référence;
  - la catégorie alléguée pour l'EDT.
- 3) Pour les catégories à l'extérieur de l'EDT, les renseignements suivants doivent être fournis :
  - le prénom et le nom;
  - la catégorie indiquée dans le contrat cité en référence.

**Réponse n° 72 :** Voir la modification n° 4 de cette modification de la demande de soumissions.

**Question 73:**

Référence : FORMULAIRE M2 – GESTIONNAIRE DES RELATIONS AVEC LES CLIENTS (i)

Conformément à la modification 008, la puce i) mentionne ceci : « Le prénom et le nom de la ressource associée à la catégorie de ressources indiquée à l'Annexe A de cette demande de soumissions (pour les catégories à l'extérieur de l'EDT, veuillez fournir le prénom et le nom de la ressource); » :

Pouvez-vous confirmer notre compréhension de ce qui est exigé en i) :

- 1) Aucune concordance de catégories semblables ne se produit en i), cela doit être fait en k) [la puce k) est ajoutée à la modification 008]?
- 2) Les renseignements suivants doivent être fournis pour les ressources qui sont de catégories identiques ou semblables à l'EDT :
  - le prénom et le nom;
  - la catégorie indiquée dans le contrat cité en référence;
  - la catégorie alléguée pour l'EDT.
- 3) Pour les catégories à l'extérieur de l'EDT, les renseignements suivants doivent être fournis :
  - le prénom et le nom;
  - la catégorie indiquée dans le contrat cité en référence.

**Réponse n° 73 :** Voir la modification n° 5 de cette modification de la demande de soumissions.

**TOUTES LES AUTRES CONDITIONS RESTENT LES MÊMES.**